DIAL 2652

PÉROU - Comment en est-on arrivé là ?

Cecilia Ramón et Carlos Basombrío Iglesias

mardi 1er juillet 2003, mis en ligne par Dial

Tout d'abord les producteurs de coca, puis les transporteurs, ensuite les enseignants, les agriculteurs, les travailleurs de la sécurité sociale et de la justice : grèves, marches et mobilisations ont été une constante depuis que le président Alejandro Toledo a assumé le pouvoir le 28 juillet 2000, mais tous ces mouvements ont été en recrudescence depuis février, poussant le gouvernement a décrété l'état d'urgence le 28 mai dans douze des vingt-cinq départements du pays. Les deux textes ci-dessous nous permettent de mieux comprendre la situation. Le premier, de Cecilia Ramón, est paru dans Noticias Aliadas*, le 17 juin 2003. Le second, de Carlos Basombrío Iglesias, a été publié dans* Ideelemail*, n° 289, 28 mai 2003.*

Erreur sur erreur

Plus de 80 % de la population désapprouvait la gestion de Toledo, selon de récentes enquêtes. Selon l'analyste politique Adrianzén, une fois perdu le soutien des citoyens, il ne restait au chef de l'État plus d'autre alternative pour gouverner que l'appui des forces armées, des secteurs de droite et de chefs d'entreprises défendant des mesures autoritaires pour tenir à distance les revendications sociales. La majorité des analystes sont d'accord sur le fait que le problème de fond est que Toledo n'a pas accompli les innombrables promesses faites tant pendant sa campagne électorale que durant son mandat. Le père de famille d'un collège d'État déclare : « Toledo a promis aux maîtres qu'il doublerait leur salaire pour 2006 [1]. Le gouvernement aurait pu les augmenter progressivement, mais il ne l'a pas fait et cela a poussé les enseignants à se mettre en grève. »

Le Syndicat unitaire des travailleurs de l'éducation péruvienne (SUTEP), qui regroupe 350 000 enseignants dans tout le pays, s'est lancé dans une grève le 12 mai, en demandant des augmentations salariales. Le salaire d'un enseignant est en moyenne de quelque 600 soles, soit 170 dollars.

À la suite des négociations sans succès avec la direction du syndicat, le gouvernement a décidé de convoquer le 2 juin Mgr Luis Bambarèn, évêque de la ville de Chimbote, ville située au nord, dans le but de rétablir le dialogue avec les enseignants. La médiation de Mgr Bambarèn a porté ses fruits le 8 juin avec la signature d'un accord en 40 points entre la direction du syndicat et le gouvernement, qui incluait une augmentation spéciale de 100 soles, soit 28 dollars mensuels, le doublement des salaires pour 2006 et des stimulants comme des congés pour le perfectionnement et la spécialisation, et la construction de maisons. Mais ceci n'a pas signifié l'arrêt total de la grève. Un secteur radical des enseignants ne reconnut pas l'accord, ce qui manifestait de graves divisions dans le syndicat d'enseignants et provoqua le refus de la population qui initialement appuya la mesure de force parce qu'elle la considérait juste.

L'État consacre seulement 2,2 % du produit intérieur brut à l'éducation et les enseignants péruviens sont parmi les plus mal payés de la région, ce qui influe de manière décisive sur la qualité de l'enseignement. Mais ce qui a causé la plus forte émotion a été la séquestration pendant plus d'une journée de 71 travailleurs de l'entreprise argentine Techint - qui construit un gazoduc depuis Camisea, dans le département de Cusco au sud, vers le port de Pisco, au sud de Lima -, par des membres du groupe

subversif le Sentier lumineux. Techint a été durement mise en cause en Équateur pour la construction d'un oléoduc dans une forêt protégée.

Quelque 50 personnes armées firent irruption le 9 mai à 5 h 20 du matin dans une installation de Techint, dans la localité de Toccate, située dans la forêt, département central d'Ayacucho, emmenèrent comme otages les travailleurs, parmi eux sept étrangers et trois policiers, et chargèrent des aliments, des médicaments, du matériel de communication et des ordinateurs. Selon la version officielle, le groupe n'avança que de quelques kilomètres à l'intérieur de la forêt. Grâce à la pression militaire, les rebelles libérèrent le jour suivant les personnes séquestrées et s'enfuirent, sans qu'un seul coup de feu ne soit tiré. Les auteurs de la séquestration avaient sollicité une somme d'un million, en plus des explosifs, des vivres, des équipements de radio, et une liste détaillée de médicaments.

Des sources de renseignement ont fait savoir que le Sentier lumineux - qui a développé une lutte armée dans le pays entre 1980 et 1992, qui a causé quelque 30 000 morts - continue d'être présent dans trois vallées de la forêt centrale (sur les rives du fleuve Apurímac et dans les limites des départements de Junín, Ayacucho et Cusco) où l'on produit de la coca, touchant une quote-part de la part des trafiquants de drogues et des marchands de bois en échange de protection et d'armes. Le lieu où s'est produite la séquestration fait partie de la zone d'influence du Sentier lumineux.

Des informations en provenance de la presse signalent qu'il y a eu des négligences de la part des ministères de l'intérieur, de la défense et du conseil national de renseignement en ne prenant pas de mesures pour faire face à un fait qui était prévisible, ce qui montre à l'évidence, selon les analystes, l'incompétence et l'absence de politique antisubversive du gouvernement.

Le 14 juillet, avant de voyager aux États-Unis pour répondre à une invitation étrangère aux affaires de l'État, Toledo soutint que la police nationale rétablira l'ordre intérieur dans le pays, sauf dans les départements de Pasco, Junín, Ayacucho et la province de la Convention, à Cusco. De plus, le gouvernement a fait savoir que, à partir du 1er juillet, les indemnités de Toledo (8 400 dollars mensuels) et des ministres (7 500 dollars mensuels) seraient diminuées.

Adrianzèn considère qu'il est urgent que Toledo recompose son cabinet, en appelant des personnes de divers secteurs politiques « qui soient en accord avec un premier ministre qui structure et donne sens au gouvernement ».

Adrianzèn a déclaré : « Si Toledo veut achever son mandat en 2006, il doit retrouver une légitimité, établir un calendrier politique qui inclue la reprise immédiate du dialogue avec les différents secteurs et de mettre en oeuvre les accords. »

Cecilia Ramón

***

Les responsabilités

Pourquoi en sommes-nous arrivés là ? Pourquoi la politique a-t-elle échoué ? Pourquoi, si l'économie va mieux que dans les autres pays, la convulsion a été ici plus forte ?

Comme il fallait s'y attendre, la première responsabilité est celle du gouvernement. Il a manqué dès le début un message clair indiquant où nous allons, un programme concret, une feuille de route avec un point d'arrivée ; pire encore, il ne s'est pas créé un climat de sacrifice partagé grâce auquel nous nous serrons la ceinture tous ensemble, ni un leadership austère, sensible aux angoisses de ceux qui ont moins. Je crois que les peuples savent, au fond, que leurs dirigeants ne peuvent pas résoudre leurs problèmes du jour au lendemain mais ils espèrent un message clair, une orientation qui leur indique qu'il y a un but et non pas que le chemin change en fonction de la pression la plus forte exercée chaque jour. De plus, il y a de nombreux exemples dans le monde indiquant comment les gens peuvent supporter des circonstances difficiles, s'ils sentent que leurs dirigeants prennent part aux sacrifices et s'éloignent complètement de la

frivolité qui accompagne habituellement le pouvoir.

De plus, le gouvernement a fort mal géré la conjoncture immédiate et les grèves qui arrivaient. Le cas du ministre Ayzanoa et du Syndicat unitaire des travailleurs de l'éducation péruvienne (SUTEP) a été aradigmatique. Il n'y avait pas un centime pour les augmenter avant qu'ils n'annoncent la grève, parce qu'il n'y avait pas les ressources pour cela. On annonce la grève et il y a les soixante-quinze soles. La grève commence et il y en a cent soles. Comme cela est logique, tout enseignant un peu sensé se rend compte que s'il fait davantage pression il obtiendra davantage. Ce fut la même chose dans le cas des transporteurs quelques semaines auparavant. On déclara qu'on ne pouvait pas fixer des prix minima parce que c'était inconstitutionnel et on les a fixés au troisième jour de la grève. Le message est très clair, et comme dirait Gustavo Gorriti, quasi porteur : proteste fortement, bloque l'activité économique, crée des turbulences politiques et tu obtiendras des résultats. Ce n'est pas le gouvernement qui fixe le programme, c'est la rue, parfois les entrepreneurs ou autres pouvoirs de fait. Le véhicule va à droite ou à gauche selon celui qui tire le plus fort sur le timon.

Il y a aussi une responsabilité de la part des dirigeants politiques de l'opposition, principalement d'Alain Garcia et de l'APRA [2], qui ont soutenu tout simplement qu'il y avait de l'argent pour les augmentations et que le problème résidait dans la mauvaise volonté ou l'incapacité du gouvernement. Au-delà de la question de savoir si à moyen terme il y a des possibilités de restructurer à fond le budget et de faire une réforme de l'impôt, dans le court terme on ne peut pas diffuser l'idée que l'État est un coffre-fort dont on va retirer l'argent qu'un ministre pingre de l'économie ne veut pas donner. Nous savons ce qui se passe lorsqu'on gouverne ainsi.

De même ont une responsabilité des dirigeants radicalisés comme ceux du SUTEP, avec un programme d'extrême gauche qui, bien au-delà d'une juste revendication salariale des maîtres, cherche à exacerber les contradictions et qui ont dans leur programme politique depuis déjà plus d'un an la fin du gouvernement élu. Avec la myopie de toujours, ce sont ceux qui achèvent de défaire les forces autoritaires si enracinées dans la société péruvienne et qui ont l'habitude de mettre un terme, cycliquement, à nos expériences démocratiques ; ils les écrasent sur le chemin et ne laissent aucune chance d'obtenir de meilleures conditions de vie dans les secteurs sociaux qu'ils dirigent.

La situation est lamentable. La démocratie est avant toute chose le terrain où se déroule la politique, c'est-à-dire le lieu de solutions qui ne reposent pas principalement sur l'usage de la force. Bien que l'état d'urgence soit constitutionnel, il n'y a pas lieu de s'en réjouir, car en arriver à cette situation manifeste un échec terrible du gouvernement.

Carlos Basombrío Iglesias

– Dial – Diffusion d'information sur l'Amérique latine – D 2652.
– Traduction Dial.
– Source (espagnol) : Noticias Aliadas, le 17 juin 2003 et Ideelemail, n° 289, 28 mai 2003.

En cas de reproduction, mentionner la source francaise (Dial) et l'adresse internet de l'article.

Notes

[1] Au terme de son mandat.

[2] Alliance populaire révolutionnaire américaine, parti de l'ancien président Alan García.